

courante en Allemagne de l'Est. Cela veut dire construire des structures nouvelles et démocratiques à partir de zéro et, en particulier, se défaire de la *stasi*, l'ancienne police d'État communiste, dont des vestiges restent bien implantés un peu partout dans tout le pays. M. Sabine Bergmann-Pohl, président de la Volkskammer, nous a dit que c'était un problème dont le Parlement serait sans doute longtemps saisi. Bien que les gouvernements d'Allemagne de l'Ouest, tant au palier fédéral qu'à celui des États, et diverses formations politiques aient déjà commencé à fournir de l'aide, il s'agit peut-être d'un autre domaine propice à une contribution canadienne.

Facteurs externes

Comme nous l'avons dit précédemment, l'unification politique des deux Allemagnes est liée aux questions de politique extérieure sur lesquelles portent les pourparlers 2 + 4 entamés le mois dernier. Un grand nombre de questions très complexes sont en jeu, mais nous nous limiterons ici à trois questions qui ont été discutées pendant notre visite dans les deux Allemagnes : la frontière germano-polonaise, l'Allemagne et la CEE et l'Allemagne au sein de l'OTAN.

1) La frontière germano-polonaise

Pendant leur visite au Parlement de Berlin-Ouest, les membres du Comité ont eu l'éprouvante surprise de trouver les drapeaux du Reich de 1937 flottant sur un côté de la Chambre des représentants. Des rubans noirs étaient suspendus aux drapeaux des territoires perdus durant la Seconde Guerre mondiale. On nous a expliqué plus tard que les drapeaux et les rubans étaient là en mémoire des Allemands originaires de ces territoires qui étaient morts au combat, et qu'ils ne signifiaient nullement que l'Allemagne revendiquait ces territoires. Néanmoins, ils constituaient un vibrant rappel des souvenirs et des tensions que l'unification des deux Allemagnes éveille, particulièrement en Europe de l'Est et en Union soviétique.

Tous les Allemands à qui nous avons parlé nous ont affirmé sans équivoque que l'Allemagne unie reconnaîtrait et respecterait la frontière polonaise, mais certains admettent qu'on continuera tout de même de se méfier de l'Allemagne. Michael Sturmer a signalé que la méfiance des Polonais était si ancrée qu'il conseillait généralement aux hommes d'affaires ouest-allemands de renoncer à investir en Pologne, parce que leur geste ne ferait qu'éveiller les soupçons. Pendant notre séjour, le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne de l'Est, M. Messelwitz, a été le seul à suggérer un moyen précis de contrer cette méfiance: «À notre avis, nous devrions donner à la Pologne toutes les garanties